

ASSEMBLEE GENERALE DE DESIRS D'AVENIR – 28 mars 2009

Jean Bouquin, le directeur du Théâtre Dejazet, accueille les participants : « pour un avenir certain pour réussir ».

Présentation du rapport moral 2008 - Jean-Pierre Mignard

Jean-Pierre Mignard, Président de Désirs d'Avenir, remercie chaleureusement l'ensemble des adhérents, venus très nombreux (entre 800 et 1000 personnes).

Il s'agit de la première présentation du rapport moral de l'association, depuis l'Assemblée Générale statutaire, réunie en novembre 2007.

Si au moment de la fondation de Désirs d'Avenir, le nombre d'adhérents s'élevait à 9 000 personnes, force est de constater que les adhésions ont connu un relatif fléchissement, en 2008, passant ainsi à 8 000 adhérents.

Il est à noter que près de 21 000 personnes sont passées par Désirs d'Avenir. L'objectif sera donc d'aller chercher toutes celles et ceux qui ne sont pas restés.

Un second constat est posé : l'année 2008, en termes d'activités au niveau national, n'a pas été très faste, notamment du fait que nombre d'adhérents, par ailleurs militants au PS, ont été très sollicités par les événements ayant jalonné la vie du parti.

En outre, beaucoup de responsables de Désirs d'Avenir se sont trouvés en charge de responsabilités au sein du PS : rédaction de la contribution, puis de la motion.

Cette situation explique le relatif silence de Désirs d'Avenir national, quand bien même les comités locaux aient continué leurs activités.

Jean-Pierre Mignard réaffirme la capacité de vie et de survie de l'association : « Désirs d'Avenir est solide, Désirs d'Avenir vit et Désirs d'Avenir vivra ! »

Le double objet de l'association est rappelé : d'une part, porter un nouvel espoir politique, se basant sur de nouvelles pratiques politiques, pour un parti socialiste et une gauche transformés, une gauche renouvelée ; d'autre part, incarner un mouvement populaire, un mouvement de réflexion.

Il ne s'agit pas de se placer en concurrence avec le PS. Tout ce que Désirs d'Avenir tente de comprendre sera apporté au PS sans contrepartie aucune, si ce n'est celle du respect.

Jean-Pierre Mignard rappelle que les Français nous font confiance, comme le prouve le succès de la Fête de la Fraternité, organisée par Ségolène Royal, au Zénith, en septembre dernier.

Il est évident que le pouvoir actuel n'avait rien prévu pour répondre à la crise actuelle. Il se contente aujourd'hui d'adopter une attitude purement suiviste de la crise. Du gouvernement actuel, nous récusons toute espèce de leçon morale.

Il faut désormais se remettre en marche :

- Se placer dans une relation d'osmose avec nos concitoyens et avec notre société. Pour cela, seront mises en place les universités participatives de la connaissance (UPC), qui permettront d'apprendre de ceux qui ont à nous apprendre. Ces UPC devront nous aider à créer la contestation politique et à fabriquer le projet politique d'alternative de 2012.
Ce mouvement est ouvert à tous les citoyens de France.
- Trouver une véritable dynamique interne : force est de constater que les électeurs sont les meilleurs agents électoraux car ils sont des ponts entre la société et les formations politiques organisées. Désirs d'Avenir doit se former pour former les électeurs, lesquels formeront à leur tour d'autres électeurs. Nous sommes des décodeurs sociaux et politiques.
- Avoir une vie démocratique à part entière : le vote électronique sera mis en place, dès l'année prochaine. Cette vie démocratique interne doit montrer l'exemple aux autres partis, pour éviter des comportements ruineux sur le plan moral.
- Trouver, au niveau local, une vie propre : les collectifs régionaux doivent trouver et affirmer toute leur identité. La nouvelle organisation de DA national devra leur redonner la parole.

Jusqu'à présent, les 6 membres fondateurs de l'association étaient membres du Conseil d'Administration. Il est proposé d'augmenter le nombre de membres du Conseil d'Administration, qui reste chargé de la garde statutaire, juridique et financière de l'association.

Le véritable lieu de décision sera dorénavant le Conseil d'animation politique de l'association, réuni au moins 4 fois par an, chargé de l'animation et de la décision politiques. Il sera composé des membres du Conseil d'Administration, d'un membre ou deux de chaque collectif régional, de deux représentants des collectifs thématiques (Jeunes d'avenir, Désirs d'entreprendre, Emergence(s) et Cités d'avenir). D'autres membres pourront être associés.

AG extraordinaire

Vote sur :

- 1 amendement supplémentaire : chaque adhérent est porteur d'un pouvoir et pas plus (article 12 des statuts).
- 2 résolutions.

AG ordinaire

Rapport financier présenté par Monique Saliou

Les comptes de l'association seront rendus publics, aussi bien pour les membres de l'association que pour l'ensemble des Français.

Cette démarche, qui n'est pourtant pas obligatoire pour une association comme Désirs d'Avenir, s'inscrit pleinement dans une exigence de transparence, permettant de répondre à une campagne indigne et déplacée, lancée et entretenue notamment par le ministre du budget et des comptes publics, Eric Woerth.

Jusqu'à 2008, Désirs d'Avenir avait un statut d'organisation politique, permettant de percevoir deux types de recettes (cotisations et dons). Cette organisation s'est révélée

être extrêmement lourde pour une petite association. Depuis octobre 2008, il a donc été décidé de transformer Désirs d'Avenir en une simple association loi 1901.

Compte de résultats :

Produits : 446 487€ (dons = environ 200 00€)

Charges : charges salariales (2 salariés : Cyril Piquemal et Elise Colette) + autres achats et charges externes (dépenses d'hébergement du site, charges postales et loyer versé à l'association des Amis de Ségolène Royal, présidée par Pierre Bergé). Pour répondre au montant très élevé du loyer, une recherche d'un logement moins cher et plus conforme à ce que l'association défend aujourd'hui est en cours.

Présentation des Universités participatives de la connaissance (UPC) par Dominique Bertinotti

La crise actuelle exige d'apporter des réponses rapides et crédibles, correspondant aux attentes de nos concitoyens, sans aucune forme de conformisme, ni de tabous.

« Les vieilles recettes ne font plus recettes ».

3 phases vont jaloner chaque UPC :

- sur le site internet : un thème sera arrêté. Pendant quatre semaines, un appel à débat sera organisé avec la mise à disposition de fiches techniques, des interventions d'experts, afin de nourrir le débat et la réflexion.
- Travail de synthèse.
- Rencontre participative : véritable temps fort. Dans un lieu géographique précis, la parole sera donnée aux experts et aux citoyens. La journée sera retransmise en direct sur le site de DA.

3 UPC :

- 20/06 : nouvelles formes d'engagement et de démocratie participative (Région Poitou-Charentes et Paris)
- la croissance verte peut elle nous permettre de sortir de la crise par le haut ? (Région Nord Pas de Calais)
- courant octobre : le bonheur éducatif existe-t-il ? (Paris – Ile-de-France)

Ces UPC devront permettre de gagner la bataille des idées à mener avec l'ensemble des citoyens.

Le projet de 2012 sera ainsi le projet de tous et non pas le projet de quelques uns.

Débat et échanges avec la salle

1) Gérard Nicolas (Rhône) : lecture d'un message de Najat Vallaud-Belkacem.

Deux questions sont posées :

- concernant les nombreuses réunions organisées au niveau local, serait-il possible d'avoir un minimum de moyens? C'est effectivement essentiel pour les frais de location de salles et d'assurances.
- concernant les UPC : demande d'un calendrier fixé rapidement.

2) Un adhérent des Vosges demande à partir de quel moment et sur quelle structure s'organiser au niveau régional ?

Par ailleurs, il insiste pour que les adhérents de l'association se concentrent sur les objectifs utiles aux Français.

Réponse : les comités régionaux représentent tous les adhérents de Désirs d'Avenir sur le territoire d'une région. Il s'agit d'une entité juridique statutaire.

3) Une adhérente de Désirs d'Avenir Paris, avocate de profession, propose qu'une thématique sur la justice sociale soit lancée, dans le cadre d'une UPC.

4) Témoignage d'une délégation de six Toulousains, venus pour obtenir des réponses à des interrogations sur le travail et le fonctionnement de Désirs d'Avenir. Ils se réjouissent des informations apportées au cours de cette journée :

- Désirs d'Avenir, depuis plusieurs mois, n'était pas au niveau d'attente au sein des régions. La fin de la récréation doit être sifflée pour se remettre au travail et construire. La mobilisation doit être totale pour Ségolène Royal en 2012.
- La démocratie dans le fonctionnement de Désirs d'Avenir et dans la représentation au sein des régions.

A Toulouse, il existe un potentiel d'une centaine de camarades à faire revenir.

Est enfin proposée l'idée d'organiser une réflexion autour de la communication, de la presse et de l'information, vecteurs essentiels de la victoire en 2012.

5)

- Il est désolant de constater que plus d'hommes que de femmes créent des comités Désirs d'Avenir. Il est d'ailleurs impératif de penser aux femmes pour l'organisation des réunions (samedis matin et après-midi).
- Certaines personnes ont posé leur veto pour empêcher la création de nouveaux comités locaux.

Réponse : tous les militants adhérents doivent faire remonter ces problèmes et les comités régionaux doivent associer toutes les diversités locales.

6) Une adhérente marque sa surprise quant au peu de représentations de Jeunes d'avenir et de Cités d'avenir, dans son département (74). Elle est demandeuse d'informations afin de créer une ou plusieurs structures localement.

Elle intervient également sur la nécessité d'aborder les questions liées au handicap, notamment le handicap psychique (schizophrénie...).

7) Un adhérent du Val-de-Marne revient sur la nécessité de structurer Désirs d'Avenir et de créer un lien entre comités locaux et le national.

Il demande également que les responsables de Désirs d'Avenir national fassent une tournée en région pour mobiliser les gens.

8) Un adhérent propose que les délégués et coordinateurs départementaux soient élus par les militants.

Réponse : Il est évident que la démocratie doit être pratiquée partout.

Il est également demandé si Désirs d'Avenir peut participer à des manifestations.

Réponse : DA existe, vit et il est possible de le faire.

Enfin, est annoncée l'organisation, le 6 juin prochain, au Parc de la Villette, d'un pique-nique Désirs d'Avenir.

9) L'animateur Désirs d'Avenir de « Haute-Fabuisie centrale » propose que soient mises en exergue les bonnes pratiques locales au niveau des UPC.

Réponse : bien sur.

10) Une adhérente des Hauts-de-Seine revient sur le rôle complémentaire de l'Espoir à Gauche et le relai que doit constituer ce courant au sein du PS pour les idées et les nouvelles pratiques politiques promues et pratiquées à Désirs d'Avenir.

Concernant les libertés, il est urgent que soit constitué un front démocratique.

11) Un adhérent de Seine-Saint-Denis revient sur l'importance de ne pas reproduire le comportement prévalant au PS.

Il précise également qu'il existe en France une fracture internet. Il faudra prendre en compte cette réalité, notamment suite à l'annonce faite d'instaurer le vote électronique aux prochaines élections de Désirs d'Avenir.

Il relance à son tour la thématique relative aux personnes en situation de handicap.

Enfin, il propose que soit abordée la thématique de l'outre mer. Désirs d'Avenir doit effectivement être présent dans les Dom-Tom.

12) Une adhérente du Tarn demande que la liste des nouvelles adhésions locales soit communiquée régulièrement.

13) A la question sur la transformation du site internet de Désirs d'Avenir en un réseau social, il est répondu que Désirs d'Avenir est déjà, en soi, un réseau social militant.

Actuellement, des changements très importants, sur le plan des infrastructures du site, sont en cours. L'objectif est de mettre en place la plate forme internet politique la plus moderne du monde.

Concernant l'Espoir à Gauche, il est rappelé qu'il ne doit, en aucun cas, exister de compétition. Beaucoup d'adhérents Désirs d'Avenir sont également à l'Espoir à Gauche.

Il faut être plus actif encore, au sein d'Espoir à Gauche. Si on peut espérer qu'un jour on puisse se passer d'un courant au sein du PS, il est impératif, pour le moment, d'y être présent, d'y renforcer notre action. L'Espoir à Gauche, c'est aussi la maison.

Est enfin annoncée la tenue d'une nouvelle Fête de la Fraternité, qui se tiendra, cette année, à Montpellier, en septembre.